

## GÉS-3. L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 1848

- rôle en politique intérieure (≠ époque récente)
- rôle dans l'expansion colo.
- grande transformation au XIXe s., ne serait-ce qu'à cause du gonflement numérique entraîné par la conscription et les périls ext.

### I. UNE ARMÉE DE MÉTIER COUPÉE DE LA NATION (1848-1872)

#### 1°) Vue transversale

##### a) Le cas des soldats de l'armée napoléonienne <sup>1</sup>

- livre typique d'une nouvelle histoire militaire devenue culturelle et sociale et basé sur un échantillonnage
- des anciens combattants, nombreux, avant ceux de la Première Guerre Mondiale. Avec des traumatismes physiologiques et psychologiques
- les soldats de l'Empire ne restaient pas forcément longtemps sous les drapeaux
- départs de l'armée et retours dans la société civile pas forcément réguliers : blessures, beaucoup de désertions
- légalement impossible de créer des associations d'anciens combattants, donc de jouer le rôle de groupe de pression
- or parcimonie étatique en matière de pensions. Dès les débuts de sa présidence, à l'issue de ses premiers voyages officiels en province, Louis Napoléon Bonaparte dénonce la misère à laquelle sont réduits la plupart des anciens soldats de la République et de l'Empire. Des secours ponctuels d'abord.
- création de la Médaille de Sainte-Hélène en 1857 :
  - \* un passage vers la reconnaissance mémorielle dont ces hommes furent privés pendant longtemps
  - \* pension (1869>>>) pas automatique : seulement en cas de blessure ou de long service + condition d'indigent, attestée obligatoirement par autorités locales
  - \* ouverte à d'autres nationalités que les Français de 1857 <sup>2</sup>
- pas d'hommages collectifs, pas de monuments aux morts. Seulement la colonne Vendôme, construite sous le 1er Empire, lieu de ralliement après 1815.
- pour les officiers subalternes et les sous-officiers, la réinsertion se fait au prix d'un déclassement, qui ne signifie pas pour autant marginalité et/ou désœuvrement >>> les

<sup>1</sup> N.Petiteau, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIXe siècle*, La Boutique de l'Histoire, 2003, 400 p.

<sup>2</sup> Cf. C.Istasse, « La médaille de Sainte-Hélène et la Belgique : réception et perception (1857-1858) », dans G.Leanca dir., *La politique extérieure de Napoléon III*, L'Harmattan, 2011, 226 p., pp. 101-

fameux « demi-solde » de Balzac <sup>1</sup> et de Jean Vidalenc <sup>2</sup>, pas forcément nostalgiques de l'Empire : J.Vidalenc parle de la « légende » du demi-solde

- ces anciens combattants sont souvent présents dans la littérature, dans la chanson (cf. Béranger)

- globalement, la réinsertion :

\* on est souvent loin de la légende dorée et de la légende noire !

\* beaucoup reviennent dans l' « état » où ils se trouvaient avant de partir à l'armée <sup>3</sup>

\* par le mariage

\* par la mobilité géographique

\* entrée dans la gendarmerie, la police, les gardes champêtres, les gardes forestiers, les maîtres d'armes, les instituteurs ( !)

- accueil par la société :

\* négatif sous la Restauration : les « brigands de la Loire »

\* considération sous la Monarchie de Juillet : place officielle dans les cérémonies à caractère militaire, les autorités appuient les demandes de secours sous la Monarchie de Juillet, en prennent l'initiative sous la Ile Rép. et le Second Empire. Une forme de récupération dont les anciens soldats ne sont pas dupes

\* Second Empire : instrumentalisation, dont les vétérans ne sont pas dupes non plus : tous n'ont pas souhaité que le « neveu » succède à l' « oncle »

- pas de loi sur les associations avant 1901 >>> des sociétés de secours mutuel spécifiques (1850>>>), + nombreuses après création de la Médaille de Sainte-Hélène en 1857 (voir plus haut)

## b) L'armée française est complètement réorganisée après les guerres napoléoniennes

### loi Gouvion Saint-Cyr (1818) :

\* « appel » annuel d'une partie des jeunes gens de vingt ans, par tirage au sort : les « mauvais numéros »

\* service de six ans, remplacement autorisé (>>> stratification sociale de l'armée, « marchand d'hommes », remplaçants professionnels)

\* deux catégories d'officiers : sortis d'une grande école, les anciens sous-officiers « sortis du rang » (et il y a des écoles de sous-officiers)

\* Le recrutement par le rang, très majoritaire, offrait l'avantage de développer chez le sous-officier « le goût du service et le respect de la discipline par l'espoir de l'avancement ». Il permettait aussi de faire face à un brutal besoin d'officiers en temps de guerre. Mais les

<sup>1</sup> Surtout *La Rabouilleuse*.

<sup>2</sup> J.Vidalenc, *Les demi-solde, étude d'une catégorie sociale*, Marcel Rivière, 1955, 230 p.

<sup>3</sup> Cas de René Lejeune, qui redevient cordonnier à Authon-du-Perche (Eure-et-Loir), mais pour peu de temps : il redevient gendarme (toujours illettré...) peu après son mariage « au pays » avec une veuve de cloutier.

anciens remplaçants ne représentent que 2,2 % des promus : la hiérarchie leur reproche de servir pour de l'argent et elle considère à priori qu'ils n'ont pas les qualités requises pour faire de bons officiers

**en 1824 (expé. d'Espagne) : le service passe à 8 ans**

**loi Soult-Jourdan**<sup>1</sup> 1832 : service de **sept ans**, le % du tirage au sort sera modulé chaque année

**loi Soult**<sup>2</sup> 1834 : l'officier est propriétaire de son grade (pour éviter l'arbitraire politique) les militaires deviennent des **marginaux**, le soldat est au service de l'ordre, l'armée sert largement en Algérie 1830>>>> Un type de guerre complètement nouveau, la « petite guerre » ou guérilla

Autre conséquence : la troupe est **coupée de la population** par recrutement et changements de garnison (tous les deux ans en moyenne !)

la **formation du soldat** privilégie l'obéissance et l'imitation des anciens  
grande importance de la conquête de **l'Algérie**

**autres changements avant 1851 :**

- création Légion étrangère 1831
- création des bataillons de chasseurs 1841, de troupes spéciales en Algérie (spahis, zouaves, tir. alg.), de bureaux arabes en Alg. (1833)
- 1841 aussi : fixation d'un « ordre de bataille » théorique (100 R.I., régiments d'infanterie, 54 R.C., régiments de cavalerie, 14 R.A., régiments d'artillerie) ; 350 000 hommes env. fin Monarchie de Juillet
- l'armée est choyée après les Journées de juin 1848

**Second Empire :**

- croissance des effectifs à 420 000 h
- **choc de Sadowa** (1866) : comparaison avec le système prussien (service de trois ans depuis 1860, corps d'état-major, fusil Dreyse se chargeant par la culasse, canon Krupp se chargeant aussi par la culasse) >>>
- fusil Chassepot, se chargeant par la culasse, tirant vite et loin, avec précision (hausse)
- ces innovations révolutionnent le combat d'infanterie
- 1855 : le « mauvais numéro » peut se racheter (« s'exonérer ») directement auprès de l'État

- **réforme (Adolphe) Niel (loi du 4 février 1868) :**

\* grand principe, en fait théorique, de l'universalité du service militaire

\* **double tirage au sort** : le traditionnel, avec service actif baissé à cinq ans, mais avec

<sup>1</sup> Jourdan, père de la loi de 1798 (loi Jourdan-Delbrel du 5 septembre 1798), meurt en 1833. C'est par déférence envers lui (qui, très âgé, ne joue aucun rôle) que Soult a donné son nom à la loi de 1832. Immédiatement, les députés, par peur du nom de Jourdan (1798...), la nomment Soult.

<sup>2</sup> Le maréchal Soult, ministre de la Guerre sous la Monarchie de Juillet et originaire de la région, fait donner à Mazamet (et à Castres) de nombreux lots de fourniture de draps pour l'armée française. Acte célèbre, mais cela a représenté 1 % de la production de M. !

« réserve » pendant 4 ans, un nouveau, avec service actif de 5 mois et huit ans dans la réserve

\* création de la garde nationale mobile, formée des exemptés et des remplacés. Elle est soumise à des exercices et doit renforcer l'armée en temps de guerre

\* ces dispositions sont très mal acceptées par l'opinion et par beaucoup de cadres

\* Niel décède en 1869, il est remplacé par Lebœuf, l'application de la réforme Niel se fait très mal (pas d'instruction des réserves par ex.)

### c) Vue diachronique de l'évolution du corps des officiers

Voir l'introduction du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p. (photocopiee)

### d) Chauvin, un « type » <sup>1</sup>

- semble-t-il un soldat de la Révolution française, au prénom changé, porté au théâtre (Scribe ?, *Le soldat laboureur*, pièces de vaudeville), mais aussi chansons <sup>2</sup>, gravures, tableaux (Horace Vernet), à partir de 1820-1821 sous le nom de Nicolas Chauvin

- un « type » : jeune recrue tirée de sa ferme pour être militarisée à la caserne, un « soldat laboureur », la bonne ruralité (X « émotions » paysannes) du « troupier » qui regrette la soupe familiale, à la caserne (mais une fois libéré, il fait l'inverse !)

- mythe du « soldat-laboureur » rejoint des souvenirs antiques (Cincinnatus...). Fréquentes occurrences dans littérature du soldat retraité, éventuellement mutilé, retourné à la terre et content de son sort

- type emboîté dans le personnage du maréchal Bugeaud, puis dans Boulanger, type réemployé par Pétain

- nombreux projets de colonisation militaire agricole en Algérie au XIXe siècle. Un projet est mis en œuvre sans grand succès à partir de 1842 par Bugeaud sous la forme de villages de soldats-paysans « mariés au tambour » avec de soi-disants orphelines métropolitaines

- publicité et enseignes de magasins : par ex. un magasin « au soldat laboureur », avenue du général Leclerc, Paris XIVe, ex-avenue d'Orléans

- Chauvin est plutôt peureux, comme le « héros » prussien de Guy de Maupassant, *L'Aventure de Walter Schnaffs*, une nouvelle

- « chauvinisme » pour la 1<sup>ère</sup> fois dans un dictionnaire en 1845. Un « chauvinisme » républicain après 1870, cf. Gambetta, mais sans référence explicite à Chauvin.

<sup>1</sup> G. de Puymège, *Chauvin, le soldat-laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*, Gallimard, 1993, 293 p. & G. de Puymège, « Le soldat Chauvin », dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome II, 3, pp. 45-80

<sup>2</sup> Aux rimes faciles, du type « J'suis Chauvin, j'tape sur l'Bédouin »...

## 2°) La société militaire

contraste avec l'épopée napol.

mais depuis 1830 : Algérie

### a) Le recrutement

#### officiers :

- très grande diversité sociale, d'autant + que le noble n'est plus nécessairement un officier-né et que l'officier d'origine roturière ne tend plus nécessairement à se fondre dans la noblesse (conséquence de la Révolution française)
- la Restauration a en vain tenté de rétablir partiellement les privilèges militaires de la noblesse
- "noms à particule" de l'Annuaire de Saint-Cyr sont souvent ceux de nobles de fraîche date
- très peu d'officiers sont issus des vieilles familles de tradition militaire sous la monarchie de Juillet
- la part des nobles dans les nominations de sous-lieutenants : 24 % en 1825, 6 % en 1850, 5 % en 1855, 7 % en 1865
- mais : le pourcentage des éléments d'origine populaire diminue au fur et à mesure qu'on monte la hiérarchie
- Le coût élevé des études préparatoires et le prix de la pension à Saint-Cyr établissent une sélection par l'argent. La gratuité, décidée en 1848, est abrogée en 1850 ; seule l'extension des bourses et demi-bourses permet l'accès à qq éléments issus des milieux populaires.
- L'État favorise le recrutement des fils d'officiers par des bourses et des faveurs, officielles ou occultes
- Car très grande imp. de la naissance pour l'avancement : voir les pp. 134-135 du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., photocopiées
- la méritocratie (concours des grandes écoles, généralisé en 1832<sup>1</sup>, Saint-Cyr surtout, Polytechnique, respectivement pour infanterie-cavalerie & artillerie-génie) fonctionne mal :
- \* les frais d'études sont très élevés
- \* distinction de fait nette entre :

les "officiers de fortune" (= sortis du rang !), majo. jusqu'en 1870, d'autant plus que la loi Gouvion-Saint-Cyr 1818 a réservé aux sous-officiers le tiers des nominations (minimum)

les anciens élèves des grandes écoles, qui peuplent presque exclusivement les états-majors et dominant dans certaines armes comme l'artillerie et le génie

#### soldats :

- loi Gouvion-Saint-Cyr 10 mars 1818, qui reprend les dispositions de la loi Jourdan-Delbrel du 5 septembre 1798 : voir plus haut

<sup>1</sup> Jusque là ce n'était obligatoire que pour Polytechnique.

- loi 1832 fixe la durée du service à 7 ans : voir plus haut
- tirage au sort, long service, remplacement, avec des agences ayant pignon sur rue
- Le remplacement a été étudié par Bernard Schnapper <sup>1</sup>. Il correspond parfaitement à l'idéologie libérale ! Et des familles d'artisans peuvent trouver des remplaçants, surtout en temps de paix
- nombreuses pratiques "magiques" contre le mauvais sort ; pratique de l'assurance contre le tirage au sort, éventuellement à crédit !
- en 1848, les conscrits représentent 1/4 seulement de l'armée, les remplaçants les 3/4
- "marchands d'hommes" (avec crédit parfois) ; une forme de « traite des blancs » ; des maires délivrent des certificats de bonne conduite à des candidats remplaçants détestables pour s'en débarrasser !
- assurance contre le tirage au sort ; associations mutuelles
- taux de remplacement très variable d'une région à l'autre ; variations considérables du coût du remplacement (record : guerre de Crimée)
- avec le progrès du patriotisme sous IIe République et Second Empire, le remplacement commence à être sévèrement critiqué ; des projets de « volontariat » de jeunes bourgeois payant directement l'État (Lamoricière, 1849)
- le service militaire est donc un malheur qui ne frappe qu'une minorité de jeunes gens !  
  - les cantinières <sup>2</sup> :
  - depuis longtemps, des commerçants suivent les armées
  - des exemples célèbres en littérature et en histoire : la cantinière de Stendhal dans *La Chartreuse de Parme*, Anna Fierling dite « Mère Courage » de B.Brecht et Catherine Hubscher devenue la maréchale Lefebvre, avant d'être immortalisée en Madame Sans-Gêne
  - des « ménages », des « foyers militaires » dans l'armée, souvent représentés au théâtre début XIXe s. >>> l'armée cherche progressivement à éliminer les femmes « superflues », en ne gardant que les vivandières/cantinières et les blanchisseuses
  - image (et réalité ?) de la cantinière oscille entre vivandière et prostituée ! Les premières représentations théâtrales du XIXe siècle dessinent un stéréotype dévalorisant de la femme militaire
  - « Déguisement » en homme la rend suspecte >>>
  - en 1832, la moustache devient obligatoire dans l'armée >>> les diff. de sexe vont devenir très visibles
  - création d'un unif. de « cantinière », le terme remplaçant celui de « vivandière »
  - des familles militaires : mari tambour major, femme cantinière, enfants de troupe
  - les cantinières disparaissent au début de la IIIe République, elles sont formellement

<sup>1</sup> B.Schnapper, *Le remplacement militaire en France. Quelques aspects politiques, économiques et sociaux du recrutement au XIXe siècle*, SEVPEN, 1968, 326 p.

<sup>2</sup> G.Mihaely, « L'effacement de la cantinière ou la virilisation de l'armée française au XIXe siècle », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 21-43

interdites en 1890, il n'y a plus que des cantiniers, recrutés exclusivement parmi les anciens militaires à partir de 1905

- >>>> les images sont de + en + valorisantes >>> il subsiste des cantinières au théâtre et dans les images d'Épinal <sup>1</sup> alors qu'elles ont disparu de l'armée !

**b) La vie quotidienne et la mentalité**

**carrière besogneuse des "officiers de fortune" :**

- sécurité de l'emploi mais avancement lent : aux hommes du peuple, l'armée offre de larges possibilités d'asc. soc., jusqu'au grade de capitaine, voire de chef d'escadron ou de bataillon
- le traitement (la "solde") médiocre
- dettes, car distorsion entre revenus et mode de vie, coûteux (nomadisme, loyers, nourriture, habillement, campagnes)
- inégalités : soldes artillerie > cavalerie > infanterie
- mais garantie de carrière

La préparation au combat occupe une bonne partie du service des officiers

restriction des droits civils, y compris droits matrimoniaux (autorisation préalable, dot, etc.)

Limitation de la liberté d'expression : interdiction de publier des écrits sans autorisation préalable, interdiction lecture de nombreuses publications

Les officiers républicains doivent donc dissimuler leurs opinions

officiers : repas en commun ("repas de corps"), réceptions, ivrognerie, devoir de représentation, visites, etc. Cf. *Lucien Leuwen*, entrepris en 1834

mariage tardif et beaucoup de célibataires (d'autant que l'autorisation préalable est nécessaire). Les officiers ont peu d'enfants

code d'honneur, duels, atonie intellectuelle, mépris culture et lecture. Cf. témoignage célèbre Maxime Du Camp sur le général de 1870 et les cartes ! Très peu d'officiers ont une biblioth.

**scepticisme religieux et incroyance :**

- les grands-messes militaires sont en réalité des fêtes profanes à prétexte religieux
- « L'union du sabre et du goupillon n'existe pas entre 1848 et 1870 »
- et même anticléricalisme, renforcé par expédition de Rome et guerre du Mexique

**place imp. de l'armée dans petites villes de garnison <sup>2</sup>**

- nombreuses villes de garnison, de très inégale importance
- une façon de « mailler » le territoire, dans but de maintien de l'ordre, avec d'ailleurs des constructions de ponts par l'armée
- la ville est un élément stratégique important (ce sera encore visible dans *Le Tour de la*

<sup>1</sup> La famille Pellerin (images d'Épinal) est largement bonapartiste

<sup>2</sup> Cf. C.Espinosa, *L'armée et la ville en France. 1815-1870. De la seconde Restauration à la veille du conflit franco-prussien*, L'Harmattan, 2008, 532 p.

*France par deux enfants*, où la présence de forts est toujours notée en tête de la présentation d'une ville), avec rôle particulièrement important de Lyon, Toulouse, etc. >>>> fortification de villes

- l'armée est un gros propriétaire immobilier
- hors la ville : les champs de tir, les « polygones »
- poids économique, rôle dans la prostitution, fêtes militaires, action charitable de l'armée

### c) Évolution

les guerres du Second Empire permettent avancement + rapide >>>> la « fièvre de l'avancement » (c'est la guerre qui a été, de 1792 à 1871, le + puissant agent de démocratisation du corps des officiers)

#### autre conséquence : séduction de l'uniforme :

- les fils de famille reprennent, en grand nombre, le chemin de la carrière militaire, qui n'est plus une "position d'attente"
- mais ceci seulement à la fin du Second Empire, soit trop tard pour que les structures sociales de l'armée de métier en soient très profondément modifiées
- Cf. la remontée des noms à particule parmi les officiers. A Saint-Cyr :

1843 : 65/301 ; 1858 : 80/256 ; 1868 : 89/284

développement du sentiment religieux et du cléricisme après 1848 : grande peur suscitée par la démo. politique, juin 1848 et résistance au coup d'État

### 3°) L'armée et le pouvoir politique

#### a) L'apolitisme et ses faux-semblants

prestation serment obéissance et fidélité aux institutions depuis la Première République et jusqu'en 1870

idée selon laquelle loyalisme des militaires, qui est au XIXe siècle « à l'épreuve du maintien de l'ordre et des changements de régime » (W.Serrman), implique leur passivité politique (idée qui date de la Révolution française) ⇒ obligation du silence sous les armes

#### mais les militaires sont électeurs et éligibles jusqu'en 1872 :

- toutefois, voter X ultras était mal vu sous la Restauration, la monarchie de Juillet a multiplié les pressions
- et il s'agissait, jusqu'en 1848, d'un suffrage censitaire !
- ils obtiennent le suffrage universel en 1848, au même titre que leurs concitoyens civils
- mais le décret du 2 février 1852 enlève pratiquement aux militaires leur cap. électo. et leur éligibilité (obligation de voter dans leur commune d'origine !)

#### l'armée participe au maintien de l'ordre :

- Le poids des « servitudes militaires » (cf. A. de Vigny, *Servitude et grandeur militaire*, 1835)

semble particulièrement pénible — voire insupportable car contraire à l' « honneur » — lorsque le gouvernement charge l'armée de réprimer les troubles sociaux. Ces actions, qui n'affectent que des éléments ponctuels, bouleversent bien des officiers ; certains démissionnent, d'autres refusent d'obéir à des ordres qu'ils jugent incompatibles avec l'appel de leur conscience et aussi avec leur rôle d'officier

- certes, beaucoup d'officiers se plient difficilement à cette obligation (cf. *Lucien Leuwen*) de faire le gendarme ou le policier

- mais Cavaignac, Changarnier, Saint-Arnaud traitent l' "ennemi de l'intérieur" avec une rigueur au moins égale à celle qu'ils ont manifestée en Algérie

- et penser à juin 48, juin 1849, répression coup d'État 1851, Commune !

l'apolitisme de façade masque généralement un profond conservatisme

refus de l'aventure, cf. attitude lors des deux tentatives de Louis-Napoléon Bonaparte 1836 & 1840

clivages :

- artillerie et génie, les "armes savantes", sont + à gauche que la cavalerie (cf. *Lucien Leuwen*) et l'infanterie

- une poignée d'officiers saint-simoniens rêvent même d'une armée instrument de régénération nationale et sociale

les officiers républicains sont pourchassés et brimés :

- tout particulièrement de 1849 à 1851

- au moment du coup d'État, les officiers rép. sont déjà en non-activité ou en Algérie

ralliement sans problème en 1848, pourtant :

- l'armée d'Algérie ne bouge pas. par ex. le duc d'Aumale ne se conduit pas en "prince du sang")

- malgré le serment donc, mais les officiers n'ont pas l'impression de se parjurer

lors du 2 décembre 1851, l'armée, tradit. contrainte à l'obéissance passive, exécute le coup d'État, sans rencontrer une forte opposition populaire, la majo. des officiers obéissant

## b) Le rôle de l'armée sous le Second Empire

Le décret du 2 février 1852 enlève pratiquement aux militaires leur cap. électo. et leur éligibilité au Corps législatif (obligation de voter dans leur commune d'origine !). Le gouv. de la Défense nationale rendra aux militaires l'intégralité de leurs droits en vue de l'élection du 8 février 1871

mais au Sénat, les officiers généraux en activité ou en retraite jouent un rôle important (29 % sièges 1852, 21 % 1870)

et surtout, Napoléon III comble les officiers d'honneurs et de prébendes

L'armée, soutien du Second Empire :

- Elle attendait du régime, outre les honneurs et les avantages, le retour à une politique

extérieure active et belliqueuse. La guerre de Crimée lui donna bientôt l'occasion de s'illustrer. L'Algérie restait le domaine propre de l'armée d'Afrique, à la mentalité et aux pratiques très « particulières ». La longueur du service (7 ans) et la pratique du remplacement en faisaient une armée de métier, méprisant les « pékins », fidèle à la légende impériale, ardent foyer de bonapartisme, particulièrement dans la Garde, élite de l'armée, aux uniformes magnifiques.

- La gendarmerie, issue de l'armée et farouchement bonapartiste, surveillait et protégeait les populations campagnardes.

#### La gendarmerie<sup>1</sup> :

- relève de l'armée, de la police (rurale mais aussi souvent urbaine) et de l'administration : un pluralisme des rôles et elle dépend de quatre ministères.

- La gendarmerie est l'héritage de la maréchaussée d'Ancien Régime. Nouvelle dénomination donnée en 1791 et 1798.

- Un décret de 1854 vise à faire de la gendarmerie le bras armé du Second Empire.

- Elle est une force combattante en cas de guerre. Recrutement : surtout dans la France du Nord et de l'Est. Origine rurale bien souvent.

- Un gendarme à cheval doit prouver qu'il peut participer à l'achat de son cheval et de ses effets en versant à l'avance une somme fixée par le commandant de la compagnie. Devant l'inégalité de la contribution, qui peut être nulle ou très élevée (!), le ministère la fixe, le 16 mai 1854, à 300 francs pour l'arme à cheval et 150 francs pour l'arme à pied (équipement doit être payé). Ce régime n'est pas modifié jusqu'à la IIIe République.

Flaubert dans le *Dictionnaire des idées reçues* : « gendarme : rempart de la société » ! Marionnette de Guignol. Surveillance des vagabonds (une scène dans le *Le Tour de la France...*), des « nomades ». Relations ambiguës avec les gardes-champêtres. Mal vu par la population, cf. le sobriquet de « pandores ». Expression bien connue d'« yeux » et d'« oreilles ». Bonne expression de Pierre Karila-Cohen à son sujet : « Une *bonne surveillance* »<sup>2</sup>

l'armée intervient contre les grèves (cf. La Ricamarie, 1869)

#### rôle capital dans le développement du sport :

- 1852 : École normale gymnastique de Vincennes

- 1ères Soc. de gymnastique (1868-1869)

#### l'armée profite :

- des guerres coloniales

- de la guerre de Crimée (1854-1856) et de la g. d'Italie (pour cette dernière, voir le

<sup>1</sup> Jean-Noël Luc dir. *Gendarmerie, État et société au XIXe siècle*, Colloque 2000, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p. Luc a dirigé aussi un guide de recherche : *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie. Guide de recherche*, Maisons-Alfort, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2005, 1 105 p.

<sup>2</sup> Pierre Karila-Cohen, « Une *bonne surveillance* : la gendarmerie et la collecte du renseignement politique en province sous la monarchie censitaire », dans Jean-Noël Luc dir. *Gendarmerie, État et société au XIXe siècle*, Colloque 2000, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p., pp. 225-236.

Plessis, pp. 193-196)

### La campagne du Mexique (1862-1867), "grande idée du règne" :

- d'après recherches récentes, cause essentielle : le besoin d'argent (or abondant depuis déc. 1848-1852, argent cher, or, Fr. = pays bimétalliste), avant la phase de dépréciation de l'argent. L'affaire des "bons Jecker" permet d'intervenir en revendiquant une part des mines de la Sonora. L'aventure mexicaine a d'ailleurs été profitable, financièrement, à la France, mais elle jette le discrédit sur les aventures extérieures
- un gouv. stable au Mexique aurait d'autres avantages :
  - \* obstacle aux empiétements des États-Unis
  - \* Mexique = débouché pour ind. fr.

### la Chine :

- traité de Nankin 1842 : Chine cède Hongkong à la Grande-Bretagne et lui ouvre 5 ports ⇒
- États-Unis obtiennent même chose
- France idem au traité de Wampoa 1844
- de +, la France obtient la protection des catholiques
- mais résistances chinoises ⇒ expédition fr.-brit. ⇒ traité de Tien Tsin (1858)
- nouvelle expédition (victoire du général Cousin-Montauban au pont de Palikao, en 1860, pillage de Pékin, dont mise à sac et incendie du Palais d'Été) ⇒ 2e traité de Tien Tsin (indemnités, nouv. ports)

mais quand l'Empire s'effondre sous le poids de la défaite de 1870, peu d'officiers lui restent fidèles (Bazaine se singularise par l'obstination de son loyalisme dynastique), car dans leur très grande majorité, les officiers estiment que Napoléon III porte l'entière responsabilité du désastre

### G. 1870 & Commune : l' "Année terrible" :

- signification hugolienne de l'expression : voir le cours GÉS-1
- le "spectre rouge"
- mais les officiers "de gauche" ont accueilli les événements de Paris avec consternation (ils sont "bleus")
- et beaucoup d'officiers ne voient pas clairement où est le bon droit (toutefois, idée de scandale pour la Commune, soulèvement en présence de l'ennemi)

## c) Les interventions extérieures

### en Italie : 2 types très différents :

- expédition fr. à Rome 1849, mais buts peu clairs pour les officiers
- guerre d'Italie 1859, avec grand défilé de la victoire

Crimée, avec grand défilé de la victoire aussi, mais difficulté à comprendre les buts de la guerre (voir W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., p. 39, photocopiée)

**guerres coloniales (Algérie, Cochinchine, Mexique) :**

- avancement
  - forme d'épopée napol. sublimée
  - imp. des initiatives privées d'officiers de marine, cf. golfe de Guinée : ces off. outrepassent les instructions min. (min. de la Marine beaucoup + que celui des Affaires étrangères)
  - lien avec désir de puissance navale, de prestige international
  - Pendant une trentaine d'années, l'Algérie est une véritable école de guerre permanente.
- Voir les **pp. 88-89 du W.Serman**, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., **photocopiées**
- mais aventure mexicaine absolument impénétrable : voir W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., p. 41, **photocopiée**
- grand choc de la guerre de 1870**

**4°) L'opinion publique et l'armée****a) L'hostilité à l'égard du militaire**

surtout dans les "classes éclairées", car la bourgeoisie a le "culte" de l'ingénieur ou du banquier, mais pas de l' "improductif" qu'est le militaire  
 mais aussi dans classes populaires (vieille tradition d'antimilitarisme)  
 toutefois, début d'un revirement de l'opinion avec les campagnes de Bugeaud 1840-1844

**b) L'isolement de l'armée**

encasernement, nomadisme, campagnes extérieures. Comme l'a titré Odile Roynette <sup>1</sup>, la caserne est une « expérience » fondamentale. Expérience d'humiliation et de détresse, de la violence,

peu de fréquentation des civils ; les "réceptions" des fonctionnaires sont les seules accessibles à l'ensemble des officiers

les "salons" aristocratiques et les "salons" bourgeois tiennent les militaires à l'écart : seuls sont admis les officiers issus de ces milieux

difficultés mariage

**c) Mais revirement, et reconquête du prestige de l'armée****Les causes :**

- la légende napoléonienne
- les campagnes algériennes
- "épopée militaire" de l'Empire, second du nom

<sup>1</sup> O.Roynette, "*Bon pour le service*". *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Issu d'une thèse. Belin, 2000, 464 p.

- attention et honneurs donnés par pouvoirs publics
- renversement de la sensibilité politique des classes dirigeantes, car :
  - \* rôle contre-rév. de l'armée
  - \* panique de juin 1848 (rôle de la presse, des brochures, etc.)
    - >>> gratitude, qui va devenir culte
  - \* panique de déc. 1851
  - >>> l'opinion conservatrice s'est convertie au "culte du sabre"
- contrecoup : courant inverse, antimilitariste, chez les "radicaux", chez qui, d'ailleurs, la légende napoléonienne est ruinée (mais, il disparaît provisoirement, en 1870-1871, avec la Défense nationale, qui voit la renaissance du "bellicisme jacobin")

### Conclusion

Voir la conclusion du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., photocopiée

APHG

## II. L' "ARCHE SAINTE" (1872-1914, CF. R.GIRARDET)

L'armée n'est plus en 1914 celle de 1870, ne serait-ce qu'en raison du développement du patriotisme et du gonflement numérique entraîné par la conscription et les périls extérieurs. De longues années sans guerre permirent de façonner une armée nationale, malgré la « mosaïque France ». De fait armée de métier coupée de la nation jusqu'en 1872, l'armée française devint sous la IIIe République l' "arche sainte", presque unanimement respectée.

### 1°) Une armée renouvée <sup>1</sup>

#### Le service militaire est vu comme une source de régénération nationale

Rénovation liée à celle du patriotisme : danger allemand >>> il faut des réserves instruites >>> l'armée doit être, par son recrutement, « la représentation exacte et complète de la France » (Gambetta)

#### la « nation armée », une « armée nationale », une « interpénétration de l'armée et de la société » <sup>2</sup>

progrès des fusils <sup>3</sup> >>> général Lewal édicte une organisation « scientifique » de l'armée dont le grand principe est que l'infanterie forme l'ossature de l'armée, ce qui est à l'origine des lois militaires de la IIIe Rép. La cavalerie n'a qu'à couvrir l'infanterie, l'éclairer. Grande importance de l'artillerie <sup>4</sup>

des sociétés conscriptives, de tir par ex, en dehors de l'armée  
des officiers éducateurs (Lyautey)  
contexte de la conquête coloniale

#### a) La loi du 27 juillet 1872 et ses suites

Échec de la réorganisation Second Empire par la loi de 1868

La loi du 27 juillet 1872 établit d'abord un service militaire actif de cinq ans, obligatoire et universel, mais la moitié du contingent (tirée au sort : les " bons numéros ") ne faisait qu'un an (+ périodes de 28 jours), ainsi que les "volontaires" suffisamment aisés pour devancer l'appel et surtout payer 1 500 F, et il y avait de nombreux exemptés, séminaristes, instituteurs, soutiens de famille <sup>5</sup>. Étaient en outre prévus quatre ans dans la réserve, cinq

<sup>1</sup> Biblio. : J.-F.Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 319 p., qui peut servir pour tout le II.

<sup>2</sup> A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p., p. 310.

<sup>3</sup> Fusil Lebel : 1886, 8 mm, maximum de 10 coups à la minute, soit deux chargeurs, grande précision. Voir les deux images photocopiées, extraites du *Manuel du gradé d'infanterie. A jour au 1er octobre 1933*, Paris, 1933, 963 p., exemplaire de mon père, qui l'a reçu le 25 janvier 1935 à l'issue de son stage de caporal au 151<sup>e</sup> R.I. (3<sup>e</sup> sur 90, moquez-vous, on verra votre classement aux concours) et a ajouté au crayon (il dessinait très bien) toile d'araignée, pipe fumante, etc. aux dessins de soldats en arme. Je ne peux décemment ni photocopier ces dessins ni effacer les ajouts paternels...

<sup>4</sup> « 75 » : 1897, maxi. de 12 coups à la minute, frein de recul

<sup>5</sup> Le mot de « volontaires » reprend le nom d'une catégorie ancienne, antérieure au service obligatoire, une réalité qui était « hétérogène mais appréciée » (W.Serman).

dans la territoriale et six dans la réserve de la territoriale. Cette armée d'active qui ne comptait que 470 000 hommes encadrés par 20 000 officiers fut profondément transformée par la loi de 1889 ramenant le service à trois ans et établissant l'égalité de tous.

Les républicains voient la conscription comme un corollaire de la démocratie (voir plus haut)<sup>1</sup>

#### loi du 15 juillet 1889 :

- un service de trois ans, sans exemptions ni volontariats
- 25 ans d'obligations militaires, au total : 3 dans l'armée d'active, 7 dans la réserve de l'armée active, 6 dans la « territoriale » et 9 dans la réserve de la territoriale
- >>> égalité de tous

#### loi de 1905 :

Le 31 mars 1905, une troisième loi abaisse la durée à deux ans, ce qui donne au pays lors de la conjoncture de 1905 une armée de 572 000 hommes et 23 000 officiers. Les hommes ne sont donc maintenus sous les drapeaux que le temps strictement nécessaire à leur instruction

Une autre loi de 1872 prive les officiers, sous-officiers et soldats du droit de vote ; ils devenaient inéligibles à la Chambre des députés (1875) et au Sénat (1884).

L'armée fut donc la "grande muette", dans un contexte mental qui fait considérer le service militaire obligatoire comme un moyen de vaste réforme morale, de renouvellement de la conscience française, comme une école de fraternité nationale et une garantie contre les menaces de subversion sociale.

ne pas voter, être ostensiblement « neutre », entraîne une certaine hypocrisie et contraint les officiers à la dissimulation

D'ailleurs, toute une littérature conservatrice d'apologie militaire pare depuis 1848 le soldat de toutes les vertus civiques. Les jeunes générations apprendront à l'armée le sens du devoir patriotique, le culte des vertus de sacrifice, désintéressement et honneur, une conception que se trouvent prêts à partager tous les milieux républicains.

#### Le sort des vétérans de la guerre de 1870-1871<sup>2</sup> :

- 570 000 morts civils et militaires français de la guerre de 1870-1871
- soldats enterrés le + souvent dans fosses communes
- État prend en charge par loi du 4 avril 1873 le recensement des tombes militaires, par l'intermédiaire des maires
- à l'échelon local un vaste mouvement commémoratif s'organise (monuments, plaques, etc.), avec célébration du 14 juillet à partir de 1880

<sup>1</sup> A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Roynette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

<sup>2</sup> B.Graillès, « *Gloria Victis ? Vétérans de la guerre de 1870-1871 et reconnaissance nationale* », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 139-152

- 1<sup>er</sup> janvier 1893 : Société des Vétérans de Terre et de Mer 1870-1871 (282 000 membres en 1905), républicaine. Une publication, *Le Vétérans, bulletin officiel de la société nationale de retraites les Vétérans des armées de terre et de mer 1870-1871*
- mai 1893 : Fédération des anciens combattants de 1870-1871
- 1911 : institution d'une médaille commémorative. Cause : les oscillations de la politique étrangère française dans les années 1900

### b) L'armée prend place dans le panorama familial de la vie française

Au début du XXe siècle, « l'impôt du sang » est bien accepté par la société française ; le service militaire est perçu comme un rite marquant le passage à la vie adulte et le taux d'insoumission est très faible

À aucun autre moment, l'armée française n'a été aussi omniprésente, par le nombre de ses hommes, la carte administrative des régions militaires et corps d'armée, la ligne défensive dans l'Est de la France.

L'armée a pris place dans le panorama familial de la vie française par la construction de nombreuses casernes (avec des plans modèles et un grand souci d'hygiène car beaucoup de casernes sont vétustes : des réfectoires, des infirmeries, une ventilation, etc.) faisant face à l'accroissement numérique, en 1913, 221 villes de province ont une garnison. Mais de nouveaux camps d'entraînement et de grandes manœuvres, d'oxygénation aussi ( ! ) : camp de Valbonne, près de Lyon, camp du Ruchard, en Touraine

Tjrs l' « expérience » fondamentale de la caserne pour les jeunes gens <sup>1</sup>. La France sort d'une longue désaffection pour le service militaire mais la caserne fait souffrir de « nostalgie », maladie sur la quelle se penchent les médecins, rudesse de la vie militaire, corvées, inutilité, temps perdu (mais les officiers novateurs s'efforcent de « retalibiliser » le temps du soldat), poids du règlement, crainte de l'adjudant (le « chien de quartier ») et menace de la « prison », horaire immuable, brimades (mais très peu de véritable violence), mais :

- un enseignement élémentaire est donné aux illettrés
- la caserne se veut lieu de progrès de l'hygiène, lutte contre l'alcool en particulier
- des contacts entre provinciaux variés : la France abandonne le recrutement strictement local-régional, pour un recrutement départemental ou dans le Nord ou le NE de la France, par ex.
- le jeune soldat a souvent un « ancien »

Les contacts dans la vie quotidienne sont nombreux : défilés, retraites (cf. texte d'Aragon polycopié), musiques militaires, distributions de soupe au populaire à la porte des casernes... Des villes entières sont consacrées à l'armée. D'où le souci de l'uniforme :

<sup>1</sup> Tjrs O.Royette, "Bon pour le service". *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

pantalon garance,

Toute une imagerie militaire se développe, l'enseignement exalte le civisme patriotique, largement mis en place par Jules Ferry, Paul Bert, et la Ligue de l'Enseignement (1866, " par la livre et par l'épée "). L'uniforme est un gage de respectabilité, le thème militaire envahit l'art, le prestige social de l'officier est grand.

Cependant, les bataillons scolaires créés en 1881, après que la gymnastique fut devenue obligatoire dans tous les établissements scolaires, réussirent très mal. Il n'y en eut aucun dans 25 départements — les municipalités finançaient — , les effectifs décreurent avec le déclin du boulangisme, le fonctionnement fut mauvais, l'enthousiasme médiocre, les critiques vives, et les bataillons disparurent vers 1890.

### c) La vie de l'esprit

L'esprit vit au sein de l'armée, où l'étude est remise à l'honneur par la défaite de l'Année terrible et le niveau intellectuel se redresse par l'élévation du recrutement social des officiers. Un puissant mouvement de réforme, de rénovation spirituelle, d'imagination créatrice, l'anime.

Les publications militaires réalisées sans la nécessaire autorisation préalable du ministre de la Guerre se multiplient.

Bien sûr, il y a des limites : le mouvement touche peu les officiers subalternes, pas les sous-officiers, ni la troupe. Quant à l'organisation du haut commandement et de l'État-Major, elle est extrêmement déficiente, malgré les réformes importantes menées à la fin des années 1880 par Freycinet, premier civil ministre de la Guerre.

la lecture d'Ardant du Picq<sup>1</sup> :

- Charles Ardant du Picq, né en 1821 à Périgueux dans une famille de moyenne bourgeoisie, mort devant Metz 1870, *Études sur le combat*<sup>2</sup>. Plusieurs éditions partielles à partir des années 1870, plusieurs plus complètes à partir de 1903, preuves qu'Ardant a été pas mal lu<sup>3</sup>
- un officier de troupe, quand même sorti de Saint-Cyr (dans un rang médiocre, en 1842), disposant d'une solide expérience de la guerre (chasseurs à pied et fantassin) : guerre de Crimée, Algérie... À 48 ans (âge normal) devient lieutenant-colonel, blessé à mort près de Metz en 1870
- mépris de la routine, caractère difficile, grand lecteur tous azimuts, ses lectures laissant des traces dans *Études sur le combat* >>> beaucoup d'officiers, dont des Américains (type Patton), ont cité les combats antiques d'après Ardant. Son succès est surtout posthume : un

<sup>1</sup> Stéphane Audouin-Rouzeau, « Vers une anthropologie historique de la violence de combat au XIXe siècle : relire Ardant du Picq ? », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 85-97

<sup>2</sup> Charles Ardant du Picq, *Études sur le combat. Combat antique et combat moderne*, réédition Economica, 2004, 254 p.

<sup>3</sup> Une traduction aux États-Unis en 1921 (*Battle Studies*), avec des rééditions au long du siècle. Les Américains ont dit qu'il avait été le mentor de Foch, ce qui est exagéré. Il y a quelques lignes sur la guerre de Sécession.

Denfert-Rochereau ne l'a pas lu <sup>4</sup>

- une anthropologie du combat, avec des expressions caractéristiques : « impulsion morale », « raisonnement instinctif »
- analyse de la peur, de la terreur engendrée par l'ennemi, le combat est parfois appelé « la tuerie »
- conseils pour diriger la charge
- sent les transformations introduites par la technique, par ex. le chassepot qui tire jusqu'à six coups à la minute >>> importance du « feu »
- complet désordre de l'assaut ; à partir d'un point donné, le combat bascule dans le hasard, dans la confusion
- Jean-Norton Cru a écrit qu'il avait anticipé sur la Première Guerre Mondiale
- appelle de ses vœux une armée professionnelle, peu nombreuse mais bien entraînée >>> des ressemblances avec de Gaulle

#### d) Les conséquences

prestige social, surtout de l'off., admis de plain-pied dans les milieux les plus étroits  
 ⇒ les fils de famille de la classe dirigeante sont ramenés vers le métier des armes, d'autant + que les autres voies sont fermées pour les familles traditionnelles (sauf la diplomatie)

c'est vrai surtout pour la cavalerie  
 mais souvent "passe-temps de jeunesse", "temps d'attente"  
 et réticence des filles nobles à épouser des officiers ⇒ 60 % des officiers nobles épousent des roturières

ce prestige est d'autant + fort que Saint-Cyr (inf. & caval.) et Polytechnique (artillerie et génie) fournissent la 1/2 des promotions annuelles d'officiers. Or, recrutement = aristo., haute et surtout moyenne bourgeoisie de fonctionnaires et de prof. libé.

ce prestige est d'autant + fort que les écoles religieuses dirigent une proportion croissante de leurs élèves vers St Cyr et Polytechnique

de +, aucun sous-off. ne peut être désormais nommé officier sans être passé par une école ouverte au concours : Saint-Maixent pour l'inf., Saumur pour la cavalerie, Versailles pour l'artillerie et le génie. Recrutement = petite bourgeoisie

sourde opposition entre deux façons de devenir off. ⇒ solidarité officiers-troupe existant dans l'ancienne armée disparaît, ce qui est paradoxal puisqu'on est en République !

armée = seul grand corps à se recruter aussi massivement par concours  
 conséquences pour vie quotidienne et mentalité du soldat rendu à la vie civile : café, horizon géogr., etc.

l'obligation de « paraître » coûte cher et pèse, mais elle est le lot de beaucoup de

<sup>4</sup> W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

catégories sociales !

A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. & A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. :

- une histoire du service militaire et des attitudes des Français face à la conscription : des Français désireux de défendre leur pays, fiers de leurs victoires, mais aussi réticents face à l'embrigadement jusqu'en 1870, car l'armée effraie <sup>1</sup>

- c'est seulement avec la défaite de 1871 que naît le service personnel : la loi de 1872 impose le service personnel aux dépens du remplacement, tout en instituant la réserve, le service d'un an et les dispenses pour les élites

- jusqu'en 1872 domine le principe révolutionnaire du soldat-citoyen, après c'est celui du citoyen-soldat

- la loi, votée par les républicains et les conservateurs, est un compromis

- pour la loi de 1889 (voir plus haut) :

\* deux conceptions de l'armée se sont affrontées : une armée de petits effectifs au service long X une armée de gros effectifs, servant moins longtemps, et donc ouverte sur la société  
\* grâce aux « gros bataillons » l'armée peut devenir enfin le fer de lance du républicanisme et un instrument de combat efficace face aux effectifs importants que l'Allemagne est en mesure d'aligner

\* on se dirige vers plus d'égalité mais, si les deux tiers d'une classe accomplit son service militaire, l'arme varie selon des critères sociaux

- une autre loi de 1889 lie citoyenneté et droit du sol, au nom de critères culturels et non ethniques : un service militaire est imposé aux enfants français nés de parents étrangers

- les élites entendent préserver l'avenir de leurs enfants et répugnent à la promiscuité de la caserne

- l'échec des « bataillons scolaires » (1882-1890) achève de montrer que l'acceptation de l'« encasernement » s'accompagne d'un refus de l'« embrigadement » : la « militarisation de l'esprit national » ne va pas pair avec celle de la société

- le refus du service évolue :

\* on s'habitue progressivement à la conscription à partir du règne de Napoléon Ier

\* les préfets de la Restauration réclament des casernes pour rendre l'armée proche de la population

\* une certaine « esthétisation » de la guerre sous le Second Empire, surtout pendant la campagne d'Italie

\* le remplacement, quoique coûteux et inégalitaire, fonctionne comme une soupape de sécurité jusqu'à sa suppression en 1872

<sup>1</sup> Il faut distinguer entre rapport à la conscription et fidélité au pouvoir en place : on peut être d'accord avec le régime sans accepter le service militaire, cf. la Révolution française.

## 2°) Débats et crises

### a) Les causes : armée et politique

liens tissés entre armée et politique pendant les trois premières décennies du régime. On songe à la période de l'Ordre moral et de Mac-Mahon, au boulangisme, mais il y a davantage. S'ils ont perdu le pouvoir politique et la direction de l'État, les réactionnaires ont longtemps gardé leur hégémonie dans l'armée, car l'épuration des cadres a été très modérée.

D'autre part, tout au long de la période, des généraux siègent dans les gouvernements, les ministres de la Guerre et de la Marine étant fréquemment choisis parmi les officiers supérieurs, ce qui est de vieille tradition. Freycinet, premier civil ministre de la Guerre (1888-1891). Mainmise des civils 1911>>>>

L'aveuglement bien connu des ministres de la Guerre successifs lors de l'affaire Dreyfus montrera que la plupart des généraux de gouvernement restaient avant tout des membres de la caste des officiers, attachée passionnément à ses prérogatives et à ses rites.

Enfin, l'intervention de l'armée contre les grèves est devenue depuis la fin du Second Empire une opération fréquente, à laquelle les officiers parviennent difficilement à s'habituer.

émoi provoqué chez les officiers conservateurs par la participation de l'armée aux Inventaires de 1906 (voir *Belle Époque*)

### b) Le "grand débat" (R. Girardet)

Le "grand débat" (R. Girardet) a trois causes immédiates : l'Affaire Dreyfus (voir *Débuts*), la tentative de démocratisation du corps des officiers par André et Pelletan (suppression de l'exigence de la dot pour les femmes d'off., 1/10 des postes de sous-lieutenants sont réservés aux adjudants, création du corps des " officiers mécaniciens " pour l'accès des " maîtres mécaniciens " aux grades d'off.) et l'affaire des fiches (1904, voir *BÉ*), qui a renforcé l'idée d'un complot judéo-maçonnique contre la France et son armée.

L'antimilitarisme, apparu sous sa forme moderne pendant le Second Empire, développé par le boulangisme, en est relancé, ainsi que par la révolte des vigneron (1907). Il mêle les socialistes (dont Gustave Hervé et la presse socialiste qui publie des numéros spéciaux), les anarchistes (*L'Assiette au beurre* est particulièrement féroce), les feuilles antimilitaristes spécialisées et distribuées à la sortie des conseils de révision ou dans les casernes — beaucoup se fondent à la Belle Époque : *La Baïonnette*, *La Vie de garnison* — et la littérature : en quatre ans (1886-1890) sont parus trois livres fort lus, *Les Gaîtés de l'escadron* de Georges Courteline, *Le Cavalier Miserey* d'Abel Hermant et *Les Sous-Offs* de Lucien Descaves. L'antimilitarisme s'appuiera sur les projets jaurésiens d'*Armée nouvelle* (1910-1911) basée sur la mobilisation des citoyens en cas de guerre, sans grande armée

d'active et sur une réalité sociale à ne pas négliger, le grand nombre d'insoumis et de déserteurs (76 000 en 1911).

L'armée est donc devenue le symbole et l'enjeu de la discorde nationale.

Jaurès (cf. biographie dans le dossier biographique) et l' « armée nouvelle » :

- dans un contexte particulier, donc ; Jaurès travaille la question pendant les vacances parlementaires de 1908 et 1909, malgré ses obligations militantes (Jaurès a toujours été un bourreau de travail...).
- Jaurès a « préparé » son *Armée nouvelle* (« référence idéologique incontournable pour les socialistes français » <sup>1</sup>) par un premier livre, *La guerre franco-allemande (1870-1871)*, publié en 1908 et consacré pour l'essentiel à la question des responsabilités dans le déclenchement de la guerre.
- proposition de loi d'abord imprimée en date du 14 novembre 1910 dans le *Journal officiel*, où il développait l'idée de la substitution à l'armée d'active à service militaire long de milices renforcées par des réservistes ayant conservé leurs armes chez eux : la "Nation en armes", comme en 1793, mais aussi la préfiguration de ce qui sera l'utilisation par l'Allemagne de ses grandes unités de réservistes en première ligne dans l'invasion de la France en 1914
- donc une loi de réforme militaire aux représentants de la nation. Conception purement défensive de l'armée. « Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive ». Il dit d'ailleurs son admiration pour Moltke, qui rejette la doctrine de l'offensive à tout prix !
- s'inspire du souvenir de la Grande Révolution, mais aussi du Gambetta du Gouvernement de la Défense nationale
- une armée façonnée pour la défensive et non pour l'offensive, la guerre doit défendre le « droit des gens »
- des officiers recrutés « dans tous les milieux sociaux »
- une conception de la guerre et de l'armée qui n'est pas du tout léninienne
- le projet ne vint jamais en discussion ; vives critiques à droite, très souvent de mauvaise foi, auxquelles J. répond ; attaques très violentes de Péguy ; mais critiques des guesdistes aussi, ironie des SPD
- tire de ses interventions un livre, qui se termine par sa proposition de loi, *L'Armée nouvelle*, réédition, Imprimerie nationale, 1992, 2 vol., 600 p., présentation par Jean-Noël Jeanneney
- influence certaine sur certains officiers, notamment sur le plan de l'emploi des régiments de réservistes
- La lecture que Charles de Gaulle fit de *L'Armée nouvelle* renforça sa volonté de travailler la question de l'Armée au sein de la rénovation de l'État et d'inventer de nouveaux instruments militaires pour l'armée future. Dans sa réflexion sur l'Armée, de Gaulle dut beaucoup à *L'Armée nouvelle* de Jaurès, même si leurs thèses s'opposent

<sup>1</sup> D'après P. Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p.

incontestablement <sup>2</sup>. En effet, la technicité de l'armée moderne est le principal argument contre Jaurès...

- D.L. : une influence à très long terme, jusqu'à la Ve République et pas seulement grâce à de Gaulle : l'emploi des réservistes instruits à l'heure actuelle, le corpus d'idées de tout min. de la DN de gauche, etc., mais bien sûr la suppression du service militaire obligatoire a été une rupture (on peut objecter : Jaurès s'y serait-il opposé ?)

- J.-N. Jeanneney réfuta par un article dans *Le Monde* la « captation d'héritage » que firent de Jaurès les pacifistes au moment de la guerre du Golfe, se réunissant au café du Croissant et à la station de métro Jaurès...

### c) Les crises de conscience et leurs conséquences

L'armée voit aussi en son sein des crises de conscience et leurs conséquences. Les opérations coloniales n'offrant plus autant d'occasions de briller que les guerres du Second Empire, l'avancement est lent, les soldes sont médiocres et les conditions matérielles péniblement ressenties.

En même temps, le souvenir de la défaite s'estompe, l'espoir de la revanche s'éloigne, d'où l'engourdissement et la sclérose, le retour aux vieilles habitudes, à l'armée routinière et intellectuellement somnolente de la monarchie constitutionnelle et du Second Empire.

Dans les premières années de la Belle Époque, beaucoup d'officiers se désolent, au fond des petites villes de garnison, de la stérilité de leur existence et de la routine où elle s'enlise, les vieilles familles recommencent à boudier l'armée pour leurs fils.

De surcroît, beaucoup d'officiers souffrent de ne pas être des citoyens actifs et revendiquent le droit de vote, qu'ils n'obtiendront qu'avec la constitution de 1946

### d) La poussée du cléricanisme et de l'antisémitisme

Une dernière forme de crise, annoncée ci-dessus par l'évocation de l'affaire Dreyfus, est la poussée du cléricanisme et de l'antisémitisme.

Anticlérical pendant les deux premiers tiers du siècle, l'officier a été ému par 1848 et la démocratie politique, troublé par la recherche de l'explication de la déroute de 1870 et apeuré par le soulèvement de la Commune.

La poussée du cléricanisme prend la forme de la multiplication des aumôniers militaires, de l'implantation de l'Œuvre des Cercles catholiques, où l'on s'efforce d'attirer les soldats et leurs officiers.

Sous l'influence de Drumont, de sa *France juive* (1886) et de son journal *La Libre Parole*, l'antisémitisme gangrène une large partie du corps des officiers au moment où l'affaire Dreyfus commence (1894). Lors de l'Affaire, les officiers antisémites et cléricaux — ce sont

<sup>2</sup> D'après G.Pollack, note sur colloque sur *L'Armée nouvelle* de Jaurès, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 209-210

souvent les mêmes — rêvent d'une "Saint-Barthélémy des juifs", complétée par un grand massacre de protestants et si possible de socialistes, un fanatisme homicide inspire leurs propos et leurs écrits. Tandis que le colonel et futur général Lanrezac se flatte de manger un juif à chaque repas, un "groupe d'officiers d'une place frontière" fait savoir aux lecteurs de *La Libre Parole* qu'il attend avec impatience "l'ordre d'essayer les nouveaux canons et les nouveaux explosifs sur les 100 000 juifs qui empoisonnent le pays. "

Certes, il existe une minorité de dreyfusards, dont le porte-drapeau est Picquart, mais désormais prédomine un puissant conformisme militaire de droite, à la fois nationaliste, antisémite et clérical. Il s'oppose à l'influence du radicalisme et de la franc-maçonnerie dans l'armée, mais ne rallie cependant pas les officiers restés attachés au conformisme traditionnel de l'apolitisme militaire.

Et des personnalités très fortes comme Lyautey (voir plus loin) refusent de se laisser emporter par la vague antisémite puis d'opter entre les deux camps. L'affaire Dreyfus affaiblit donc l'esprit de corps, au nom duquel on avait voulu l'étouffer : résultat paradoxal...

### 3°) Rôle social et rôle colonial

Le rôle social et le rôle colonial de l'armée sont liés car le premier est né d'une réflexion sur la mission civilisatrice dans les terres impériales.

#### a) Le rôle social

Il est marqué très fortement par la publication du Rôle social de l'officier dans le service militaire universel (1891), œuvre de Hubert Lyautey (1854-1934), traditionaliste ouvert au progrès social et disciple d'Albert de Mun. Cet admirateur de Maurras rallié de fait à la République renouvelle la conception paternaliste du commandement.

En outre, sont multipliées salles de lecture, conférences et représentations théâtrales, à une époque où les cercles d'officiers se développent. La discipline s'adoucit à la fin du XIXe siècle, sous l'impulsion de Denfert-Rochereau <sup>1</sup> et de Lyautey, l'exercice et les marches fatiguent moins les jeunes ouvriers et paysans que leur journée de travail habituelle, le régiment est une école d'autonomie pour les "mal dégrossis", mais la vie du soldat est aussi faite d'insalubrité dans de nombreuses casernes, d'oisiveté forcée, de nourriture médiocre, elle souffre d'un encadrement médical insuffisant, de maladies vénériennes fréquentes et mal soignées, et de conseils d'hygiène trop souvent absurdes.

#### b) Le rôle colonial

À la suite du *scramble* une fraction de l'armée française se "colonialise" et l'idée coloniale se "militarise" depuis les Garnier et Brazza. Les premiers rôles sont joués par Gallieni <sup>2</sup> et

<sup>1</sup> W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

<sup>2</sup> Par ailleurs fort intellectuel, grand lecteur, polyglotte, etc.

Lyautey, dont le *Rôle colonial de l'armée* paraît en 1900.

**Lyautey** dresse l'image idéale du soldat colonial, conquérant et civilisateur, fondateur de camps et constructeur de villes.

La **littérature** d'aventures perpétue l'identification entre la vocation coloniale et la vocation militaire, suscite parmi les jeunes un vif attrait.

Ce rôle colonial — qui se concrétise également sous la forme d'un groupe de pression militaire — **dépasse celui des seules "troupes de marine" (marsouins et bigors), peu recherchées d'ailleurs par les officiers, qui passent en 1900 de la Marine à la Guerre en donnant l' "infanterie coloniale"**.

### **c) Un rôle social plus large**

Un rôle social plus large est rempli par l'armée **en temps qu'institution**. L'armée **brasse les jeunes Français car le service est universel** : celui-ci contribue à l'unité de la Nation, est un **rite de passage** (précédé par le conseil de révision) et a aussi un **rôle linguistique**, faisant reculer les patois, récemment bannis des ordres donnés par les sous-officiers et des réponses fournies.

Le service contribue aussi à **l'exode rural** : connaissant les conditions de vie de leur pays natal, beaucoup de paysans soldats décident de ne pas retourner dans leur village. Les plus dégourdis tâchent d'obtenir un poste de valet de pied, de cocher ou de domestique dans une maison bourgeoise. Ceux qui ont du galon s'efforcent d'entrer dans la gendarmerie <sup>1</sup>, les Eaux et Forêts, ou les chemins de fer.

Ajoutons les **conséquences pour la vie quotidienne et la mentalité du soldat rendu à la vie civile** : il est habitué de manière indélébile à de nouvelles habitudes alimentaires, café, vin surtout après 1907, son horizon géographique a été étendu, etc.

Quelques études régionales ou locales ont été faites, la plus massive étant celle du Languedoc par Jules Maurin dans sa thèse <sup>2</sup>

## **CONCLUSION DU II**

### **citation :**

<sup>1</sup> Pour elle, voir plus haut. Les républicains se méfient d'abord de la gendarmerie, symbole du Second Empire, puis l'acceptent. L'affaire Vacher (cf. le film de B.Tavernier, *Le juge et l'assassin*) montre de nombreux dysfonctionnements et il y a des projets de démilitarisation de la gendarmerie sous la IIIe République. Violentes caricatures anarchistes dans *Le Père Peinard* et *L'Assiette au beurre*.

<sup>2</sup> J.Maurin, *Armée-guerre-société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 750 p. Voir aussi J.-R.Maurin, "Le combattant lozérien de la classe 1907 lors de la Première Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 124-138

**L'ARMÉE FRANÇAISE DE LA BELLE ÉPOQUE ET DE LA GRANDE GUERRE VUE PAR CHARLES DE GAULLE (1ER CHAPITRE DES MÉMOIRES DE GUERRE)**

"Quand j'entrai dans l'armée, elle était une des plus grandes choses du monde. Sous les critiques et les outrages qui lui étaient prodigués, elle sentait venir avec sérénité et, même, une sourde espérance, les jours où tout dépendrait d'elle. Après Saint-Cyr [1910-1912], je fis, au 33e Régiment d'Infanterie, à Arras, mon apprentissage d'officier. Mon premier colonel, Pétain, me démontra ce que valent le don et l'art de commander. Puis, tandis que l'ouragan m'emportait comme un fétu à travers les drames de la guerre : baptême du feu, calvaire des tranchées, assauts, bombardements, [trois] blessures, captivité [32 mois, 5 tentatives d'évasion], je pouvais voir la France, qu'une natalité déficiente, de creuses idéologies et la négligence des pouvoirs avaient privée d'une partie des moyens nécessaires à sa défense, tirer d'elle-même un incroyable effort, suppléer par des sacrifices sans mesure à tout ce qui lui manquait et terminer l'épreuve dans la victoire."

lenteur de l'établissement de la conscription, mais la France est le seul pays contraint à lever tout son contingent, à cause de la situation démographique

un culte passé de G à D. Une armée qui unit la nation en temps de guerre, mais la divise en temps de paix

prestige fluctuant de l'état d'officier

un corps à part, au rôle assez souvent déterminant (2<sup>e</sup> déc., tradition de Napoléon, soldat sauveur de la nation, poursuivie : Cavaignac, Mac-Mahon, Boulanger, Pétain, de Gaulle)

pas d'apolitisme

formalisme de la mentalité militaire (obéir sans forcément approuver, penser sans parler, paraître sans être : la condition militaire au XIX<sup>e</sup> s. contraint aux faux-semblants)

solidité de 14-18, mais d'une armée considérablement augmentée par la mobil. géné.

### III. UNE ARMÉE ENTRE ET DANS DEUX GUERRES MONDIALES

La Grande Guerre, dernier "grand dessein" ? (perte graduelle de la signif. des valeurs patriotiques, ensuite)

#### 1°) La Grande Guerre

- on se bat encore comme en 1870 au début, en 1918 on se bat déjà comme en 1940
- victoire de tout un peuple, et non de la seule armée de 1914 : environ 8 millions de mobilisés (⇔ grande imp. des anciens combattants)
- victoire d'une coalition, dirigée par Foch. Mais l'armée fr. le sent-elle ?
- pertes
- démobil. par classes
- armée et conf. de la Paix, cf. Foch
- menace d'une offensive en Allemagne
- armée et traité de Versailles : déception
- contribution à mise sur pied armées nouveaux états : Tchéco., Pologne
- maintien de l'ordre dans territ. à plébiscite (cf. Silésie)
- autre conséquence : la Rhénanie occupée (en trois zones). Effectifs dépassant les 100 000 h. Occup. Ruhr en 1923
- libération anticipée des classes 1919 et 1920 ; service militaire ramené à 18 mois en 1923 (loi du 1<sup>er</sup> avril), à un an en 1928 (loi du 31 mars)
- les problèmes d'application du traité de Versailles en 1920-1921 nécessitent le « rappel » de la classe 1919

#### 2°) La société militaire

##### a) Une profession

les deux lois de 1923 et 1928 provoquent une semi-professionnalisation de l'armée française, mais, surtout en métropole, l'armée n'est qu'un cadre vide, destiné à être rempli en cas de mobilisation !

être officier n'est plus guère un "sacerdoce"

encombrement des grades supérieurs par les promotions du temps de la Première Guerre mondiale : en 1928, la F. a 5 généraux pour une div., 3 colonels pour un régiment !

⇔ âge élevé des officiers sup. ⇔ promotions très lentes, beaucoup + que celles des fonctionnaires civils

⇔ très nombreuses démissions. En 1933, l'armée perd 1 700 officiers

⇔ grandes écoles attirent moins, et "évasion" des élèves vers le civil

En 1913 : la 1/2 des officiers sortaient de Pol. et de Saint-Cyr ; l'autre 1/2 étaient d'anciens sous-officiers passés par une école

En 1938 : 1/3 des officiers sortent de Pol. et de Saint-Cyr ; moins de 30 % sont d'anciens sous-officiers passés par une école ; les hommes sortis du rang représentent le 1/4 des effectifs d'officiers ; les anciens réservistes restés en 1919 dans l'armée repr. le 1/10 ! Parmi l'ensemble de ces 4 catégories, 1/4 de fils de militaires !

⇔ devenir militaire n'est plus une vocation. Fermée sur elle-même, l'armée recrute ses cadres par une lente osmose.

mais les sous-officiers n'ont guère de possibilités de reconversion hors de l'armée ⇔ ils constituent désormais l'élément stable de l'armée !

morne désenchantement de beaucoup d'officiers

soldes suivent à peu près progress. des traitements civils moyens

métier des armes est devenu une profession comme une autre, peu dangereuse, sans prestige (honte de se promener en uniforme)

### b) Une armée confrontée aux réalités politiques

#### attitudes politiques :

- diverses : pas un seul mouvement pol., mais philofascisme, CSAR (la « Cagoule »), 6 février, Pétain

- coups de force ne viendront qu'en 1958 et 1961, pas en 1936

consensus militaires-civils pour stratégie défensive, mais :

état-major oppose force d'inertie aux projets de désarmement présentés dans cadre SDN :

- pas graves problèmes jusqu'en 1932, décideurs politiques d'accord pour n'accepter désarmement que si sécurité est d'abord assurée et pour refuser à l'Allemagne un statut "normal"

- succès de la gauche aux élections de 1932 va brutalement mettre pouvoir militaire en désaccord avec gouvernement, qui propose réduction dépenses militaires et désarmement

- chute gouv. de gauche et arrivée au pouvoir de Hitler ⇔ épisode sans lendemain, mais crédits très maigres 1932-1936

### c) Le cas de Gaulle, officier de la IIIe République

#### revoir la biographie dans le dossier biographique

- Le Fil de l'Épée, 1932, éloge de l'homme de décision, guère d'écho. Les pages célèbres qui dessinent la silhouette du chef montrent à quel point de Gaulle s'était préparé à son rôle

- La Discorde chez l'ennemi, 1934

- Vers l'armée de métier, 1934, où il défend idée d'un corps de bataille mécanisé et blindé de six divisions, servi par des professionnels (100 000). Thèse complètement à contre-courant, mais déjà soutenue par général Étienne dès 1920, le colonel Doumenc 1927 et au Royaume-Uni par Liddel Hart. De G. la soutient sans connaître de visu les chars

- *La France et son armée*, 1938, issu d'un livre préparé pour Pétain
- >>> rompt avec théories défensives de Pétain pour dév. idées de guerre de mouvement avec utilisation massive des blindés (qu'il ne connaît d'ailleurs pas directement). Une « doctrine de circonstance ». Mais l'État-Major ne retient pas ses propositions >>>
- un véritable porte-à-porte auprès des hommes politique, mais pas les partis (on ne connaît d'ailleurs pas ses réactions au 6 février)
- mais l'État-Major a beau jeu de l'acuser de "politiser" l'affaire
  - Ch. de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, 1934, réédition, Plon, 1973, 159 p. :
- le seul ennemi envisagé est l'Allemagne
- s'ouvre sur une description de la carte de France, puis « Cette nation, si mal protégée, du moins se tient-elle en garde ? La voit-on capable de déployer de but en blanc toute sa force guerrière ? Frappe-t-elle à bon escient dès les premiers coups ? Vingt siècles répodnent que non ! »
- la char : « Rampant sur des chenilles, portant mitrailleuses et canons, il s'avance en première ligne, franchit talus et fossés, écrase tranchées et réseaux. Quelque hésitant et malhabile qu'il se montre tout d'abord, le char bouleverse la tactique. »
- les personnels : « Tenus à l'abri des gaz dans leur blokhaus hermétique, en mesure de se cacher sous des nuages artificiels, liés par ondes avec l'arrière, les voisins, les avions, voilà ces aristocrates du combat affranchis des servitudes qui écrasent les gens à pied. »
- Or, « Tout se tient » >>> « nécessité d'équipages spécialement recrutés et rompus à l'action commune ! »
- Célèbre tableau d'anticipation : « Demain l'armée de métier roulera tout entière sur des chenilles. Chaque élément des troupes et des services évoluera par monts et par vaux sur véhicules appropriés. Pas un homme, pas un canon, pas un obus, pas un pain, qui ne doivent être ainsi portés à pied d'œuvre. Une grande unité, levant le camp au point du jour, sera le soir à cinquante lieues de là. Il ne lui faudra qu'une heure pour venir, de 15 kilomètres et à travers tous terrains, prendre face à l'ennemi son dispositif de combat ou pour disparaître, en rompant le contact, hors de portée dans feux et des jumelles. [...] Six divisions de ligne, motorisées et chenillées tout entières, blindées en partie, constitueront l'armée propre à créer l' "événement". [...] Ce terrible système mécanique de feu, de choc, de vitesse et de camouflage, pour le mettre ne œuvre, il faut cent mille hommes. », qui seront des militaires de carrière, jeunes.
- les derniers chapitres concernent « le commandement »

### 3°) La voie coloniale : les Théâtres d'Opérations extérieures (TOE)

- L'Empire (non défini officiellement) est à la fois source de problèmes et facteur de puissance
- guerre du Rif 1924-1926 (300 000 soldats fr., Pétain)

- achèvement pacif. Maroc en 1934 seulement
- opérations du Levant (cf. insurrection des Druses 1925)
- opé. d'Indochine
- >>> des pertes (1 000 officiers) en temps de paix
- colonies fournissent plus du tiers de l'infanterie 1938
- plus tard viendront Indochine et Algérie, très diff.

#### 4°) Épuration, exclusions, réductions d'effectifs, 1940-1947<sup>1</sup>

- grand choc de 1940
- 2<sup>e</sup> Seconde Guerre mondiale : la « guerre éclatée »<sup>2</sup> : armée d'armistice, France combattante, armée de la libération (débarquement en Provence, 2<sup>e</sup> DB), libé. du territoire, France signataire de la capitulation allemande (compléter avec la base)
- En 1945 rêve, surtout par le PCF, d'une armée populaire issue directement de la Résistance ; il fait long feu

##### rappels :

- les demi-solde du 1<sup>er</sup> XIXe siècle (voir plus haut)
- une vaste réduction des effectifs dans l'entre-deux-guerres (8 à 9 000 officiers, cf. de la Rocque)
  - armée d'armistice, de 100 000 h, mais l'All. autorise un renforcement de l'armée d'AFN, la renaissance de la Marine et celle de l'Aviation >>>
- en 1941, l'armée de Terre = 195 000 h en métropole, 225 000 h ds les colonies
- en 1942, l'Aviation = 78 000 h, la Marine = 60 000 h
  - donc de gros effectifs et un **budget militaire important**, 40 % du budget de l'État français des **volontaires**, engagés pour trois ans, un **surreffectif persistant en officiers**, que Vichy doit réduire, en excluant, temporairement ou définitivement, les plus âgés et les moins formés (« congé d'armistice », abaissement des limites d'âge de tous les grades, loi « de dégagement des cadres » de sept. 1940...)
  - une **épuration** aussi : un témoin à décharge pour PMF, des juifs, etc.
  - mais **Vichy « dissimule » des officiers** en les « civilisant » (i.e. en les versant ds des services civils
  - avec l'invasion de la zone libre par les Allemands, tous les militaires sont théoriquement démobilisés, mais :
- **les Allemands laissent à des Français certaines tâches**, par ex. la défense antiaérienne
- près de 90 % des officiers de l'Aviation et de la Marine restent en activité

<sup>1</sup> D'après C.d'Abzac-Epezy (professeur d'ESC LLG), "Épuration, dégagements, exclusions. Les réductions d'effectifs dans l'armée française (1940-1947)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 62-75

<sup>2</sup> Expression de J.Bodin, *Les officiers français. Grandeurs et misères. 1936-1991*, Perrin, 1992, 573 p. Ouvrage fondamental, la thèse de R.O.Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1945*, trad. fr., Tallandier, 2004, 588 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 2006, 586 p., avec post-face de Claude D'Abzac-Epezy.

en 1942 et 1943 des services s'occupent de la reconversion d'officiers

**les mouvements de résistance rêvent d'une armée renouvelée totalement >>>**

- épuration s. s. de 1944, relativement clémente >>>
- réduction d'effectifs décidée par le gouvernement le 3 nov. 1945, avec plan « de compression » (ou de « dégagement ») du 8 mars 1946, sans mesure d'aide à la reconversion, sans possibilité de glisser dans un service civil
- cette épuration et ce « dégagement de cadres » ont été étudiés pour l'armée de l'Air par ma collègue Claude D'Abzac-Epezy <sup>1</sup>

**CONCLUSION**

- viendra plus tard la "sale guerre" d'Indochine, temps de professionnalisation de l'armée
- mais la guerre d'Algérie (voir la base) provoque une re-conscription de l'armée (appelés, puis contingent)

© Dominique Lejeune pour l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie

APHG

---

<sup>1</sup> Cf. la thèse de Cl.D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air de Vichy (1940-1944)*, Vincennes, SHAA, 1997, 723 p., et Cl.D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air des années noires. Vichy. 1940-1944*, Economica, 1998, 412 p., version abrégée de sa thèse